

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

RÉGION DE L'OUEST

DÉPARTEMENT DES BAMBOUTOS

COMMUNE DE BABADJOU

SECRÉTARIAT GENERAL

SERVICE DES MARCHES PUBLICS

B.P. : 154 MBOUDA
Email : communedebabadjou@gmail.com
Facebook : facebook.com/Commune2Babadjou



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

WEST REGION

BAMBOUTOS DIVISION

BABADJOU COUNCIL

GENERAL SECRETARIAT

SERVICE OF PUBLICS CONTRACT

BO BOX : 154 MBOUDA
Email : communedebabadjou@gmail.com
Facebook: facebook.com/Commune2Babadjou

Maître d'Ouvrage et Autorité contractante: Madame le Maire de la Commune de Babadjou

Commission de Passation des Marches compétente :

Commission Interne de Passation des Marches de la Commune de Babadjou

**ADDITIF N°02 RELATIF A LA DEMANDE DE COTATION
N°01/DC/C-BBJ/CIPM/2026 DU 18/06/2026
POUR L'ACQUISITION DES EQUIPEMENTS DE L'UNITE DE TRI ET DE COMPOSTAGE DES
ORDURES DANS LA COMMUNE DE BABADJOU, DEPARTEMENT DES BAMBOUTOS en
procédure d'urgence**

Financement : -Budget d'Investissement Public (BIP) Exercice 2026

IMPUTATION : 60 28 303 2 33000003 0510464211

PIECE N° 0 : AVIS DE COTATION

1. Objet de l'Appel d'Offres:

Dans le cadre de l'exécution du Budget d'Investissement Public Exercice 2026, Madame le Maire de la Commune de Babadjou, Autorité Contractante, lance un Dossier D'appel D'Offre National Ouvert pour le projet suscité.

ADDITIF N°02 RELATIF A LA DEMANDE DE COTATION N°01/DC/C-BBJ/CIPM/2026 DU 18/06/2026

POUR L'ACQUISITION DES EQUIPEMENTS DE L'UNITE DE TRI ET DE COMPOSTAGE DES ORDURES DANS LA COMMUNE DE BABADJOU, DEPARTEMENT DES BAMBOUTOS en procédure d'urgence

AU LIEU DE

Avis d'Appel DE A LA DEMANDE DE COTATION N°01/DC/C-BBJ/CIPM/2026 DU 18/06/2026 POUR L'ACQUISITION DES EQUIPEMENTS DE L'UNITE DE TRI ET DE COMPOSTAGE DES ORDURES DANS LA COMMUNE DE BABADJOU, DEPARTEMENT DES BAMBOUTOS en procédure d'urgence

9. Caution de soumission

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives une caution de soumission timbré et acquittée à la main accompagnée du récépissé de dépôt de la consignation à la CDEC, conforme au modèle joint en annexe établie par une banque de premier ordre agréée par le Ministère en charge des finances et dont la liste figure dans la pièce 10 de la DC, d'un montant de **10 000 (dix mille) francs CFA** et valable pendant 30 jours au-delà de la date initiale de validité des offres. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Le cautionnement provisoire sera libéré d'office au plus tard 30 jours après l'expiration de la validité des offres pour le(s) Soumissionnaire(s) n'ayant pas été retenu(s). Dans le cas où le Soumissionnaire est adjudicataire du marché, le cautionnement provisoire sera libéré après constitution du cautionnement définitif.

15. Critères d'évaluation

Les critères d'évaluation sont constitués de deux types : les critères éliminatoires et les critères essentiels.

15.1 Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation suivant les critères essentiels. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire.

Il s'agit notamment:

- a) Absence de la caution de soumission timbre acquitté a la main et accompagnée du récépissé de dépôt de la consigne à la CEDEC à l'ouverture des plis ;
- b) de la non-production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission) ;
- c) Fausse déclaration, manœuvres frauduleuses ou pièces falsifiées;
- d) Note technique inférieure à 70% (21 sur 30) ;
- e) Omission dans le devis quantitatif d'un prix unitaire quantifié ;
- f) Absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- g) Absence de la déclaration d'engagement au respect des closes environnementales et sociales.
- h) Absence dans l'offre technique de la déclaration sur l'honneur du non abandon de chantier. Au cour des trois (03) dernier année.
- i) Copie certifiée par le Ministre chargé des marches publics ou par son représentant dûment mandaté de l'attestation de catégorisation ou de la décision rendant publique leur classification dans l'une des catégories visées par la présente consultation

REQUEST FOR QUOTATION

N°01RQ/C.BBJ/SG/CIPM/26 OF 18/06/2026

FOR THE SUPPLY OF FOURNITURE OF THE HOUSEHOLD WASTE SORTING AND COMPOSTING UNIT IN BABADJOU COUNCIL, BAMBOUTOS DIVISION.

9. Provisional bid bond

Each bidder must provide an act of provisional bid bond, valid for thirty (30) days beyond the validity date of the offers and will be established by a bank approved by the Minister in charge of Finance, the list is annexed. The amount of the bond is **10 000 (ten thousand) francs**. The absence of the bid bond issued by a first-rate bank or financial body of first category authorised by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts shall lead to the immediate rejection of the offer. A bid bond submitted but that does not have any relation with the consultation concerned shall be considered as absent. The bid bond presented by a tenderer at the bid opening session shall not be accepted

RÈGLEMENT PARTICULIER DE LA DEMANDE DE COTATION (RPDC)

ARTICLE 4 : PRESENTATION GENERALE DES OFFRES

4.1 Etablissement de l'offre

Chaque offre devra être établie en sept (07) exemplaires dont un original et six (06) copies marqués comme tels, et rédigée en français ou en anglais et chiffrés par le soumissionnaire hors taxes et toutes taxes comprises..

4.2 Présentation du pli contenant les offres

Les Fournisseurs placeront l'original de leur offre dans une enveloppe cachetée et les copies dans une autre enveloppe cachetée :

I- Pièces Administratives

Il comprendra les documents ci-après, datés d'au plus trois mois et en cours de validité au moment de l'ouverture des offres, ou alors établies postérieurement à la date de publication de l'avis d'appel d'offres.

- a) Une attestation de non-faillite, établie par le greffe du Tribunal de Grande Instance du lieu de résidence du soumissionnaire, (original) ;
- b) Une attestation de domiciliation bancaire du soumissionnaire, délivrée par une banque agréée par le Ministre en charge des Finances (Original) ;
- c) Une caution bancaire de soumission dont le montant est précisée dans l'avis de consultation (**lot 1=10 000fcfa**).
- d) Une quittance dont le montant est précisé dans l'avis de consultation attestant le paiement des frais d'achat de la demande de cotation **25 000 (vingt-cinq mille) Francs CFA**, (Original) ;
- e) Une attestation signée du Directeur de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale certifiant que le soumissionnaire a satisfait à ses obligations vis-à-vis de ladite Caisse, et portant les références de la demande de cotation concernée (Original) ;
- f) L'attestation de non-exclusion temporaire ou définitive des marchés publics délivrée par l'Agence de Régulation des Marchés Publics et relative au présent appel d'offres (Original) ;
- g) Une attestation de conformité fiscale cosignée par le Chef Centre des Impôts et receveur des Impôts ;

- h) La carte de contribuable en cours de validité (copie certifiée conforme signée par les services des impôts compétents) ; ou identifiant unique

LIRE PLUTOT

Avis d'Appel DE A LA DEMANDE DE COTATION N°01/DC/C-BBJ/CIPM/2026 DU 18/06/2026 POUR L'ACQUISITION DES EQUIPEMENTS DE L'UNITE DE TRI ET DE COMPOSTAGE DES ORDURES DANS LA COMMUNE DE BABADJOU, DEPARTEMENT DES BAMBOUTOS en procédure d'urgence

9. Caution de soumission

R.A.S

15. Critères d'évaluation

Les critères d'évaluation sont constitués de deux types : les critères éliminatoires et les critères essentiels.

15.1 Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation suivant les critères essentiels. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire.

Il s'agit notamment:

- a) de la non -production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis;
- b) Fausse déclaration, manœuvres frauduleuses ou pièces falsifiées;
- c) Note technique inférieure à 70% (21 sur 30) ;
- d) Omission dans le devis quantitatif d'un prix unitaire quantifié ;
- e) Absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- f) Absence de la déclaration d'engagement au respect des closes environnementales et sociales.
- g) Absence dans l'offre technique de la déclaration sur l'honneur du non abandon de chantier. Au cour des trois (03) dernier année.
- h) Copie certifiée par le Ministre chargé des marches publics ou par son représentant dûment mandaté de l'attestation de catégorisation ou de la décision rendant publique leur classification dans l'une des catégories visées par la présente consultation

REQUEST FOR QUOTATION

N°01RQ/C.BBJ/SG/CIPM/26 OF 18/06/2026

**FOR THE SUPPLY OF FOURNITURE OF THE HOUSEHOLD WASTE SORTING AND COMPOSTING UNIT IN BABADJOU
COUNCIL, BAMBOUTOS DIVISION.**

9. Provisional bid bond

RAS

RÈGLEMENT PARTICULIER DE LA DEMANDE DE COTATION (RPDC)

ARTICLE 4 : PRESENTATION GENERALE DES OFFRES

4.1 Etablissement de l'offre

Chaque offre devra être établie en sept (07) exemplaires dont un original et six (06) copies marqués comme tels, et rédigée en français ou en anglais et chiffrés par le soumissionnaire hors taxes et toutes taxes comprises..

4.2 Présentation du pli contenant les offres

Les Fournisseurs placeront l'original de leur offre dans une enveloppe cachetée et les copies dans une autre enveloppe cachetée :

II- Pièces Administratives

Il comprendra les documents ci-après, datés d'au plus trois mois et en cours de validité au moment de l'ouverture des offres, ou alors établies postérieurement à la date de publication de l'avis d'appel d'offres.

- i) Une attestation de non-faillite, établie par le greffe du Tribunal de Grande Instance du lieu de résidence du soumissionnaire, (original) ;
- j) Une attestation de domiciliation bancaire du soumissionnaire, délivrée par une banque agréée par le Ministre en charge des Finances (Original) ;
- k) Une quittance dont le montant est précisé dans l'avis de consultation attestant le paiement des frais d'achat de la demande de cotation **25 000 (vingt-cinq mille) Francs CFA**, (Original) ;
- l) Une attestation signée du Directeur de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale certifiant que le soumissionnaire a satisfait à ses obligations vis-à-vis de ladite Caisse, et portant les références de la demande de cotation concernée (Original) ;
- m) L'attestation de non-exclusion temporaire ou définitive des marchés publics délivrée par l'Agence de Régulation des Marchés Publics et relative au présent appel d'offres (Original) ;
- n) Une attestation de conformité fiscale cosignée par le Chef Centre des Impôts et receveur des Impôts ;
- o) La carte de contribuable en cours de validité (copie certifiée conforme signée par les services des impôts compétents) ; ou identifiant unique

Le reste sans changement.

AMPLIATIONS :

- ARMP ;
- MINMAP/BTOS ;
- Président CIPM ;
- entreprise
- Affichage/Archives
- CHRONO.

Fait à Babadiou, le **13 JUIL 2026**
Madame Le Maire de la Commune

Eusele TSANGUE



100-107-107